International Meat Secretariat
www.meat-ims.org | 579 | juin 2017

CONTENTS

- Atelier Économie de l'OIV à Paris
- Le statut en matière de risque négligeable à l'égard de l'ESB discuté à la dernière assemblée annuelle de l'OIE
- Le Brésil rétablit la confiance et les marchés après le scandale de la viande avariée
- À quoi ressemblera l'Aléna du futur pour la viande américaine ?

Atelier Économie de l'OIV à Paris

Le 6ème atelier Économie de l'OIV s'est déroulé au siège social parisien d'INAPORC du 9 au 11 mai sous l'égide des quatre organisations françaises: INAPORC, IFIP, INTERBEV et IDELE.

L'atelier a reçu un très grand nombre de demandes d'inscription mais n'a pu accueillir que 60 participants et conférenciers originaires des pays suivants: Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Danemark, France, Allemagne, Inde, Irlande, Japon, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Espagne, Royaume-Uni, États-Unis et Uruguay.

Les délégués ont été accueillis par Guillaume Roué, président de l'OIV et d'INAPORC, ainsi que par Alexandre Merle, président de la section Veau d'INTERBEV. Au cours des sessions de la première journée, les participants ont été répartis en deux groupes - le groupe Viandes bovine et ovine et le groupe Viande porcine. Pendant cette journée, un total de 37 présentations nationales ont eu lieu, essentiellement axées sur la situation actuelle du marché ainsi que sur des questions importantes pour les différents secteurs concernés au cours des deux années à venir. En outre, une session spéciale a été consacrée à la viande halal et deux autres aux coûts internationaux de production.

Cet article présente un résumé des points clés de ces présentations de la première journée.

Une plus grande convergence des prix du bœuf partout dans le monde

Au sein du groupe Viandes bovine et ovine animé par Pablo Caputi, *Knowledge Manager* de l'INAC (Uruguay), il a été constaté que les prix du bœuf sur les marchés mondiaux n'avaient pas autant augmenté ces derniers mois que les autres catégories de viande; malgré cela, la confiance à l'égard des producteurs bovins est restée positive essentiellement en raison de la poursuite de la baisse des coûts de l'alimentation animale et de la hausse de la demande en particulier sur certains marchés asiatiques.

Il apparaît à ce titre que la production bovine mondiale devrait augmenter en 2017 - principalement en raison de la forte croissance aux États-Unis, le plus grand pays producteur de bœuf dans le monde, ainsi que dans les pays d'Amérique du Sud, notamment le Brésil et l'Argentine. Parmi les grands producteurs, la Russie et l'Australie font figure d'exception à cette tendance globale, même si dans le cas de l'Australie la baisse de la production a été due à la reconstitution du cheptel. Un autre aspect intéressant de la situation mondiale est la convergence accrue des prix du bœuf à travers le monde, l'Europe n'ayant plus les niveaux de prix les plus élevés des grands producteurs.

L'importance constante de l'Asie pour la croissance du marché de la viande bovine

La Chine représente désormais l'une des principales destinations des exportateurs de viande bovine dans le monde - avec 600.000 tonnes importées en 2016, principalement d'Amérique du Sud, le Brésil et l'Uruguay étant les deux plus grands fournisseurs. La consommation augmentait de plus de 2 % par an et les prévisions officielles envisageaient une poursuite de la croissance. Un nombre croissant de pays ont été autorisés à exporter du bœuf vers la Chine ces dernières années. La probabilité de



Participants et conférenciers de l'atelier

I.M.S.
5 rue Lespagnol
75020 Paris
FRANCE

Tel:
33 (0)1 44 93 60 20

Fax:
33 (0)1 44 93 60 01

Editor: Hsin Huang
© I.M.S. Tous droits réservés

La reproduction, totale ou partielle, de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'autorisation préalable de l'OIV.

www.meat-ims.org



Guillaume Roué, président de l'OIV, et Erin Borror, présidente du comité Economie de l'OIV, souhaitent aux délégués leur bienvenue à l'atelier

voir les importations de bœuf augmenter dans d'autres parties de l'Asie est également forte; tel est le cas de l'Indonésie dont la population mondiale occupe actuellement le 4ème rang mondial et qui devrait devenir d'ici à 2030 la 7ème économie mondiale. À court terme, le pays exportateur affichant les meilleures perspectives d'amélioration de ses exportations de viande bovine en Indonésie devrait être l'Inde.

Changements positifs dans le secteur ovin

Les prix mondiaux de la viande ovine ont progressé ces derniers mois en partie en raison de la baisse des capacités d'exportation de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, les deux principaux pays fournisseurs à l'exportation dans le monde. Pour autant, le nombre de moutons augmente de nouveau en Australie et une croissance soutenue des exportations d'agneau devrait avoir lieu à compter de 2018. Avec l'interruption, à long terme, de l'affectation des sols passant de l'élevage bovin et ovin à la production laitière, le nombre de moutons néo-zélandais se stabilise. Le déclin de la production de viande ovine dans l'Union européenne ces dernières années s'est inversé, avec une faible croissance au cours des deux dernières années, bien qu'à plus long terme des niveaux stables de production soient attendus.

Importance croissante du secteur de la viande halal

La session consacrée à la viande halal a reconnu l'ampleur et la croissance de ce secteur, qui approvisionne déjà plus de deux milliards de personnes dans le monde. En outre, la forte expansion de la consommation de viande a lieu dans des régions où la demande de viande halal est élevée. Ces régions comprennent certains pays asiatiques, des parties de la Russie, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. À l'avenir, l'Afrique subsaharienne pourrait également devenir un marché à forte croissance. Des préoccupations ont été exprimées au sujet des exigences spécifiques des nombreux organes de certification ainsi que des différences de comportement envers des questions telles que l'étourdissement réversible. Il a été indiqué que l'OIV pourrait avoir un rôle grandissant à jouer dans le cadre de certains des enjeux liés au bien-être animal.

Les prix mondiaux du porc ont augmenté au cours des 12 derniers mois

La session consacrée à la viande porcine était animée par Jürgen Preugschas, de Canada Pork International. Les prix du porc dans de nombreux grands pays producteurs ont atteint leur niveau plancher au cours du premier trimestre de 2016, après avoir connu des niveaux comparativement bas depuis 2014, lorsque la Russie a introduit ses restrictions liées à la peste porcine africaine sur les importations de l'UE puis son interdiction sur les importations de denrées alimentaires en provenance d'Amérique du Nord et des pays de l'UE. Depuis avril 2016, les prix ont progressé et en avril 2017 ils étaient 20 % plus élevés qu'un an auparavant. En conséquence, la plupart des secteurs porcins mondiaux se trouvent dorénavant dans une situation plus rentable qu'il y a quelques années, en particulier du fait que les coûts de production sont de manière générale restés stables.

Un des principaux facteurs ayant généré de meilleurs prix a été la croissance de la demande d'importation de la Chine, qui a été particulièrement sensible à partir d'avril 2016. Au total, 3,3 millions de tonnes de viande porcine ont été importées en Chine l'an dernier, près de 60 % de plus que l'année précédente. Bien que la hausse des importations se soit poursuivie pendant le premier trimestre de 2017, les volumes d'importation pour l'année complète ne devraient pas dépasser les niveaux record de 2016. Cette croissance des importations chinoises n'est pas simplement due à la hausse de la demande interne, mais elle résulte également des baisses du cheptel porcin national depuis 2014.

Plus de quatre millions de tonnes de viande porcine européenne exportées en 2016

Les exportations de viande porcine de l'UE en 2016 ont augmenté de plus d'un cinquième et ont dépassé les quatre millions de tonnes en 2016 – dont plus de la moitié a été envoyée sur le marché chinois. Même si l'Allemagne était le fournisseur principal au sein de l'UE, l'Espagne est devenu le deuxième plus grand exportateur européen au cours des 12 derniers mois. Il y a eu une concentration plus importante au sein du secteur européen de l'abattage porcin avec les quatre premières sociétés représentant ensemble 25 % de l'abattage de porcs.

Parmi les autres grands pays exportateurs, les États-Unis et le

Brésil tablent tous deux sur une hausse de la production et des exportations en 2017, s'appuyant sur des volumes d'exportation record en 2016; les niveaux de production du Canada ont cependant été relativement stables ces deux dernières années, bien que leurs exportations aient atteint des niveaux record en 2016. La consommation de porc a connu une augmentation dans plusieurs pays l'an passé, avec quelques événements marquants, notamment le fait que la consommation de détail au Japon dépasse désormais la consommation de poisson – et les consommateurs australiens mangent maintenant plus de porc que de bœuf.

Des pays confrontés à des enjeux importants

Les délégués ont évoqué certains des enjeux auxquels est confronté le secteur porcin dans leurs pays, notamment les inquiétudes des consommateurs face à l'utilisation d'antibiotiques dans l'alimentation animale; toute une série de questions liées au bien-être animal sont également soulevées par des groupes de pression et génèrent parfois une augmentation des coûts pour respecter la nouvelle législation. La baisse de confiance du public dans le secteur aboutit à la prise de mesures supplémentaires visant à améliorer la traçabilité et l'authenticité. Enfin, les coûts supérieurs liés à la législation environnementale constituent un défi de plus en plus difficile à relever. Toutefois, les pays s'attaquent à ces questions diverses et il est encourageant de voir que la consommation mondiale de viande porcine devrait continuer d'augmenter en 2017.

Un rapport sur les présentations de la deuxième journée fera l'objet d'une prochaine Newsletter. Nous remercions nos hôtes français ainsi que les autres organisateurs pour cette excellente première journée et le programme de la soirée au cours de laquelle les participants ont pu apprécier un excellent repas tout en bénéficiant d'une vue époustouflante depuis le restaurant situé au premier étage de la Tour Eiffel.

Bob Bansback
Conseil consultatif de l'OIV

Le statut en matière de risque négligeable à l'égard de l'ESB discuté à la dernière assemblée annuelle de l'OIE

L'un des points discutés lors de la réunion de novembre 2016 du comité sur le bœuf de l'OIV à Punta del Este portait sur les efforts déployés pour examiner les critères de l'OIE vis-à-vis du risque négligeable à l'égard de l'ESB.

Depuis lors, j'ai discuté de la question avec des producteurs bovins et des organisations et sociétés de transformation de la viande dans plusieurs pays et j'ai rencontré un soutien particulièrement élevé, si ce n'est unanime, pour faire avancer notre objectif commun. J'ai participé à l'assemblée annuelle de l'OIE à Paris pendant la semaine du 22 mai 2017 et je suis heureux de vous annoncer que nos efforts collectifs sur ce sujet ont donné lieu à des progrès significatifs.

Un document traitant de la réunion de la Commission scientifique de l'OIE en février a été présenté à l'Assemblée. J'attire votre attention sur le point 4.5 de la page 13 du rapport ainsi que sur l'Annexe 18 aux pages 123 à 127. C'est cette Annexe 18 qui propose des changements au chapitre BSE consacré en particulier aux critères de risque négligeable.

En bref, la Commission scientifique a discuté de deux options conceptuelles autour de la catégorisation. Dans le cadre de la première option, elle a avancé que la catégorisation devrait se baser qualitativement sur la rigueur des contrôles et la surveillance tandis que le «critère des 11 ans» ne devrait plus être un facteur déterminant. La seconde option traite du regroupement des catégories de risques maîtrisés et de risques négligeables en une seule catégorie.

Ce rapport ayant été examiné lors de l'Assemblée, plusieurs pays sont intervenus, tous s'entendant sur le fait que le soutien est insuffisant pour regrouper les catégories de risques maîtrisés et négligeables en une seule catégorie, et qu'il existe un soutien en faveur de la révision du chapitre ESB. Il en est résulté que l'Assemblée a accepté la création d'un groupe de travail dédié à la rédaction d'un chapitre BSE significativement révisé. La délégation canadienne a indiqué son désir de jouer un rôle de premier plan dans la révision de ce chapitre.

Mon souhait le plus vif est que nous puissions poursuivre nos efforts respectifs pour le bénéfice de tous en communiquant notre soutien à nos autorités respectives en faveur du travail de révision de ce chapitre, conformément à la suggestion de la Commission scientifique:

> «que la durée de la mise en œuvre d'une interdiction effective relative à l'alimentation animale et le délai écoulé depuis la découverte du premier cas indigène d'ESB puissent être quantitativement pris en compte dans l'évaluation des risques. La survenue d'un cas d'ESB de moins de 11 ans n'aurait donc pas systématiquement d'incidence sur le statut en matière de risque d'ESB. La distinction entre le risque maîtrisé et le risque négligeable à l'égard de l'ESB s'appuierait par conséquent sur le résultat de l'évaluation des risques et la surveillance.»

Je serai heureux de continuer cette discussion directement avec les membres de l'OIV et d'apporter toute clarification supplémentaire le cas échéant.

Cordialement,
John Masswohl
Président, comité sur le bœuf de l'OIV

Note du rédacteur: les comités sur les espèces de l'OIV (bœuf, veau, mouton, porc) se réunissent régulièrement juste avant l'assemblée générale de l'OIV (et le Congrès Mondial de la Viande). Le comité sur le bœuf se réunit également lors d'autres événements de l'OIV, y compris les comités sur la viande durable et la protection animale dont la réunion annuelle se tient généralement en automne au siège social de l'OIV à Paris. ■

Le Brésil rétablit la confiance et les marchés après le scandale de la viande avariée

À la mi-mars de cette année, le secteur brésilien de la viande a été ébranlé par un scandale portant sur des actes de corruption présumés et la vente de produits carnés insalubres et avariés.

Le secteur a commencé à connaître des difficultés lorsque la police fédérale brésilienne a annoncé qu'elle enquêtait sur des actes de corruption présumés de la part de certains grands transformateurs de viande. La police accusait des dirigeants de plusieurs des grandes usines de transformation de viande de payer des hommes politiques et des inspecteurs sanitaires du ministère de l'Agriculture brésilien afin qu'ils ignorent les conditions et pratiques insalubres des usines et qu'ils leur permettent de fabriquer des produits carnés avariés.

Lors d'une opération dite «Carne Fraca», un total de 21 transformateurs de viande ont fait l'objet d'une enquête. Dix-huit des usines se situaient dans l'État de Parana, deux dans l'État de Goiás et une dans l'État de Santa Catarina. Trois des usines, une dans le Goiás et deux dans le Paraná, qui ont vu leurs activités suspendues, étaient dirigées par le géant de la transformation, BRF.

Le gouvernement brésilien a envoyé des équipes procéder à des audits dans les usines et 33 fonctionnaires au total ont fait l'objet d'enquêtes. Les répercussions sur le secteur brésilien de la viande ont été immédiates, un certain nombre de pays ayant soit suspendu leurs importations de viande brésilienne soit procédé à des contrôles accrus des importations.

Au total, un peu plus de 20 pays, y compris de grandes destinations comme le Chili, la Corée du Nord, la Chine, le Japon et de nombreux pays du Moyen-Orient et des Caraïbes, ont au départ soit suspendu de manière temporaire les importations de viande du Brésil soit renforcé les contrôles et les règlementations.

Le gouvernement brésilien a également retiré les licences d'exportation aux pays visés par des enquêtes jusqu'à ce que des audits officiels soient effectués et autorisent les opérations. JBS, le plus grand transformateur de viande bovine du Brésil, a réduit ses activités jusqu'à ce que les choses se calment un peu.

En 2016, la totalité des exportations de viande du Brésil ont atteint 12,6 milliards USD – environ 0,7 pour cent du produit intérieur brut du pays, la Chine et Hong-Kong en représentant un tiers. Entre le 19 et le 26 mars – la semaine suivant la première annonce – le Brésil a exporté 18.000 tonnes de bœuf, soit 41 pour cent de moins qu'en temps normal.

Le Brésil est le premier exportateur mondial de volaille, représentant 42 pour cent des importations du Japon, 50 pour cent de l'Arabie saoudite, 75 pour cent de la Chine, et 53 pour cent de l'Union européenne.

Face à ce scandale, les analystes de marché ont d'abord pensé que cela pourrait avoir de graves conséquences sur la reprise économique du pays, Fitch estimant que, dans le pire des cas, les pertes subies tout au long de la chaîne agroalimentaire brésilienne pourraient atteindre 15 milliards BRL (4,76 milliards USD).

Fitch a toutefois ajouté que la crise était gérable. «C'est une migraine, mais une migraine gérable,» selon les analystes de marché.

L'enquête de police et l'annonce du scandale ont eu un effet immédiat sur le cours des actions des principales sociétés de transformation de la viande – JBS et Brasil Foods (BRFS) en particulier – Brasil Foods enregistrant une baisse de 17 pour cent de ses cours avant de connaître une reprise quelques jours plus tard.

L'implication de Brasil Foods dans le scandale a suscité une réponse sévère de sa part immédiatement après l'annonce. D'après une déclaration de la société: «BRF ne défend pas les pratiques illicites et réfute catégoriquement toute insinuation contraire.

«Si des actes contraires à la législation et aux réglementations en vigueur étaient vérifiés, la Société prendrait les mesures qui s'imposent avec toute la rigueur nécessaire. BRF ne tolère aucun écart par rapport à son manuel sur la transparence ou à la législation et aux réglementations du Brésil et aux pays dans lesquels elle intervient.

«BRF n'a, à aucun moment, commercialisé de la viande avariée et n'en a jamais été accusée. Les références à des produits non spécifiques, dans le cadre de l'Opération, concernent d'autres sociétés, comme cela peut être prouvé dans les documents communiqués par la police fédérale.»

JBS a mis dix de ses usines à l'arrêt dès lors que les allégations de pots-de-vin ont touché les ventes de viande au Brésil et n'a repris la production que vers fin avril - début mai, après que la société eut procédé à des travaux de rénovation et remplacé certains équipements afin d'adapter et d'améliorer la production.

En mai, il a été signalé que JBS avait suspendu la production de 33 de ses 36 usines en raison d'allégations croissantes de corruption au sein de la filière viande, les répercussions atteignant le sommet de l'État ainsi que le secteur. Alors que la production devait redémarrer début juin, les enquêtes se poursuivent et les rapports de Reuters indiquent que les amendes pourraient s'élever à plusieurs milliards de dollars.

En dépit de l'impact initial sur

le secteur de la viande dans son ensemble, la reprise semble être rapide, grâce à des mesures rapidement mises en œuvre par le gouvernement pour stabiliser la situation. Les prix ont en réalité été peu affectés. Les prix du porc et de la volaille ont en fait progressé d'un pour cent au cours de la semaine suivant le commencement de la crise et les prix du bœuf sont restés stables.

Le gouvernement brésilien a souligné que les contrôles de salubrité alimentaire en vigueur dans le pays fonctionnaient bien de manière générale et que seul un nombre restreint d'usines et de travailleurs étaient impliqués.

Michel Temer, le président brésilien, s'est immédiatement exprimé afin de fournir des garanties sur la salubrité des produits carnés du Brésil. Il a déclaré que 99 pour cent des transformateurs de viande faisaient correctement leur travail. Parmi les mesures qu'il a mises en œuvre figurent l'accélération du processus d'audit des usines visées par les enquêtes, la fourniture de garanties aux partenaires commerciaux étrangers et le renforcement des relations entre le ministère de l'Agriculture et la police.

M. Temer a indiqué: «Le ministère de l'Agriculture bénéficie d'un service de contrôle strict des produits animaux. Cette norme d'excellence a ouvert les portes de plus de 150 pays, avec des audits, des suivis et des évaluations des risques permanents. En outre, une fois arrivés à destination, les produits sont également soumis à des inspections locales.»

«Rien qu'en 2016, 853.000 lots de produits animaux du Brésil ont été expédiés à l'étranger et seuls 184 ont été jugés non conformes par les importateurs, souvent en raison de questions non sanitaires comme l'étiquetage et la certification.»

Selon l'Association brésilienne des exportateurs de viande bovine (ABIEC - *Associação Brasileira das Indústrias Exportadoras de Carne*), aucun de ses 29 membres n'a été mentionné dans le scandale impliquant des usines de conditionnement de viande et les inspecteurs vétérinaires fédéraux dans la vente de denrées alimentaires avariées.

Et l'association d'ajouter: «les membres de l'ABIEC suivent les règles et les normes nationales et internationales les plus strictes relatives à la viande bovine, qu'elle soit destinée au marché intérieur ou aux 133 pays et plus vers lesquels nous exportons. Le Brésil est le plus grand exportateur de viande bovine du monde et est reconnu pour la qualité et l'état sanitaire de ses produits, qui sont contrôlés par les autorités compétentes brésiliennes ainsi que par les autorités sanitaires des pays qui importent de la viande brésilienne.

«L'ABIEC souligne que les cas rendus publics récemment dans le cadre de l'opération Carne Fraca constituent des incidents isolés qui ne représentent en rien l'énorme chaîne de production bovine du Brésil.»

Au fur et à mesure que les résultats des audits réalisés dans les usines impliquées ont commencé à apparaître et que les contrôles sanitaires renforcés dans le secteur ont pris effet, les restrictions imposées aux exportations de viande brésilienne ont commencé à être levées.

Les audits ont révélé que sur les 302 échantillons examinés, les quelque 10 pour cent qui montraient des écarts étaient dus à des problèmes techniques tels que des formulations erronées, tandis que 2,6 pour cent ont révélé avoir des problèmes de contamination comme la salmonelle.

Les usines visées par les enquêtes ont été fermées pendant les audits et le gouvernement a mis en place des mesures et des règlementations sanitaires renforcées et a augmenté les amendes en cas d'infraction des règles.

Le gouvernement lance désormais une campagne de séduction à travers le monde auprès de ses principaux partenaires commerciaux afin de rétablir la confiance à l'égard des produits carnés brésiliens.

Fin avril, Odilson Ribeiro e Silva, secrétaire des relations internationales agroalimentaires auprès du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation, a rencontré des représentants des ambassades de Jamaïque, d'Haïti, de Trinidad et Tobago, de Guyane, du Surinam et de la Barbade: les restrictions commerciales dans les Caraïbes devaient être levées fin mai. L'an passé, les pays des Caraïbes ont importé 49 millions USD de viande bovine et de produits à base de volaille originaires du Brésil et au premier trimestre de cette année, ces importations ont atteint 12 millions USD.

En mai, une mission importante de l'Union européenne a visité les usines brésiliennes de viande bovine et de volaille afin d'inspecter leurs processus et leurs pratiques en matière de sécurité alimentaire.

Le ministre brésilien de l'Agriculture, Blairo Maggi, a organisé une mission commerciale dans les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite afin de rassurer ces pays sur la salubrité des produits carnés du Brésil, dont les exportations se sont élevées à 1,3 milliard USD pour l'Arabie saoudite et 578 millions USD pour les EAU. Les deux pays ont imposé une interdiction partielle sur les produits brésiliens, avec un embargo sur les exportations provenant des usines visées par les enquêtes.

Une mission a également été prévue en Chine, où Blairo Maggi a déclaré qu'il était important de faire preuve de transparence.

De janvier à mars, le Brésil a déjà exporté sur le marché mondial 3,7 milliards USD de viande, contre 3,2 milliards USD en 2016 à la même période.

Chris Harris
Journaliste spécialisé en agriculture et alimentation.

À quoi ressemblera l'Aléna du futur pour la viande américaine?

Dès lors qu'il s'agit de son accord commercial le plus important, le secteur américain de la viande continue de guetter les signes de cohérence du président.

Au cours de la campagne présidentielle américaine de l'an passé, le candidat Donald Trump a clairement exprimé ses désillusions vis-à-vis de l'Accord de libre-échange nord américain, ou Aléna comme il est convenu de l'appeler. «L'Aléna est le pire accord jamais signé par notre pays, d'un point de vue économique,» a t-il déclaré lors d'une visite de campagne en mai 2016.

Le mois suivant, il qualifiait l'accord de «désastre pour notre pays». En août, il déclarait, «je vois le carnage que l'Aléna a causé. C'est horrible.» En octobre, employant une hyperbole typiquement trumpienne, il l'a qualifié de «l'accord commercial peut-être le plus désastreux dans l'histoire du monde.» Plus tard, en octobre, il a classé l'Aléna dans la catégorie des «accords les plus mauvais jamais signés». Pendant toute la campagne, Trump a souvent été critiqué pour ses déclarations et propositions incohérentes, mais en ce qui concerne l'Aléna, il a fait preuve d'une constance remarquable tout au long de sa campagne. Il s'agit, a-t-il déclaré à maintes reprises, d'«un désastre.»

Ces descriptions ont inquiété le secteur américain de la viande, qui a, de manière générale, toujours soutenu l'Aléna: soutien qui date de la version précédente de cet accord, l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis de 1988. À l'occasion du 20ème anniversaire de l'Aléna, en 2014, Phil Seng, président-directeur général de l'US Meat Export Federation, a déclaré dans le magazine *National Hog Farmer*: «S'il y a pour nous une leçon importante à tirer de l'expérience Aléna, c'est le bénéfice que le secteur porcin national (ainsi que les autres secteurs) reçoit de notre capacité accrue à exporter des produits sur le plus grand éventail possible de marchés internationaux. L'agriculture est l'un des rares domaines de l'économie des États-Unis qui affiche une balance commerciale positive - un excédent de 37 milliards USD en 2013 – et qui fournit près de 1,2 million d'emplois américains. Élargir notre capacité à exporter via des accords de libre-échange a un impact extrêmement direct et bénéfique sur l'économie des États-Unis.»

Renégocier

Le président Trump a toutefois adopté une vision quelque peu différente de celle du candidat Trump en ce qui concerne l'Aléna. En avril dernier, à la suite de pourparlers avec le président mexicain Enrique Peña Nieto et le Premier ministre canadien Justin Trudeau, Trump a annoncé qu'il renégocierait l'Aléna au lieu de le mettre au rebut. «J'ai décidé qu'au lieu de mettre un terme à l'Aléna, ce qui serait, vous savez, un gros choc pour le système, nous le renégocierons,» a-t-il indiqué aux journalistes le 27 avril. «Nous allons donner à la renégociation une vraie chance.»

Mais à quoi ressemblerait un Aléna renégocié ? Il est fort probable que, du point de vue de la filière viande américaine, les différences soient mineures – peut-être. Carla Hills, qui était la représentante au commerce des États-Unis lorsque l'Aléna a été négocié à la fin des années 1980, début des années 1990 (précision: comme candidat, Trump a souvent accusé les Clinton du «désastre» de l'Aléna, mais en réalité, l'accord a été négocié par l'administration de George H.W. Bush, qui était Républicain, et a été signé par le président Bush en 1992; il a pris effet en 1994 lorsque Bill Clinton, un Démocrate, était président), a récemment déclaré que si certaines parties de l'Aléna étaient révisées et mises à jour, tout dans l'accord ne serait pas reconstruit de zéro. «Lorsque vous regardez ce que l'ALENA a effectivement accompli, il a permis d'éliminer des droits de douane sur tous les produits industriels. Nous voulons conserver cela,» a-t-elle commenté lors de l'émission de radio publique "Marketplace" fin mai.»

Elle souhaiterait voir des ajouts dans le domaine de la propriété intellectuelle, qui a connu une croissance considérable depuis la négociation initiale de l'Aléna. «Vous savez, nous avons négocié les conditions de l'Aléna au début des années 1990. Vous n'aviez pas de téléphone mobile. Je n'avais pas de téléphone mobile. Nous ne parlions pas de flux commerciaux numériques,» indique-t-elle. «Je pense que nous devons aborder ces questions et le rendre encore plus fort.» Elle ajoute: «L'Amérique du Nord est devenue l'une des régions les plus concurrentielles du monde, et nous n'en serions pas là en agissant individuellement. Nous bénéficions des chaînes d'approvisionnement qui ont relié nos économies, et nous voulons que cela se poursuive.»

Ne «mettez pas en péril la réussite»

Pendant ce temps, la National Cattlemen's Beef Association et ses partenaires du secteur de l'élevage au Mexique et au Canada ont envoyé une lettre à Trump, Nieto et Trudeau, les exhortant, si l'Aléna était renégocié, de ne pas «mettre en péril la réussite dont nous avons tous bénéficié en tant que partenaires de l'Accord de libre-échange nord américain.»

La lettre met en exergue ce qui suit: «Les récentes déclarations relatives à la possible dissolution de l'Aléna ou à son éventuelle renégociation nous inquiètent grandement en raison du risque inutile pour nos producteurs. S'il est vrai que les pays sont généralement d'accord pour améliorer certains parties du cadre commercial de l'Aléna, nous vous demandons de reconnaître que les conditions de l'accord concernant les éleveurs sont fortement soutenues sous leur forme actuelle et ne doivent pas être modifiées.»

Le jargon diplomatique poli des lettres conjointes mis à part, le secteur américain du bœuf a de réelles raisons d'être inquiet si Carla Hills s'avère avoir tort au sujet de l'abandon des parties positives de l'Aléna et si l'accord est renégocié pour pénaliser le Canada et le Mexique au profit des États-Unis. Le Mexique est le plus grand client étranger pour le bœuf américain, et le Canada est au quatrième rang de la liste.

Par ailleurs, depuis 1993, les exportations de viande bovine américaine ont globalement augmenté de 78 pour cent en volume, grâce en grande partie à ces deux pays. En 2016, la production américaine de viande bovine a progressé pour la troisième année consécutive, mettant la pression sur les sociétés pour qu'elles exportent ce qui ne peut pas être vendu au niveau national.

«Les Américains ne vont pas manger plus de bœuf au même prix,» a déclaré Kent Bacus, directeur du commerce international et de l'accès aux marchés auprès de la National Cattlemen's Beef Association, à *Bloomberg News* en février dernier. «En cas d'excédent, nous devons vendre ce produit à d'autres pays, et pour maintenir l'expansion, nous devons développer des marchés d'exportation.»

La viande porcine suit la même tendance. «Le Canada et le Mexique sont des marchés d'exportation de premier plan. Nous ne devons absolument pas interrompre nos exportations vers nos marchés n° 2 (Mexique) et n° 4 (Canada),» a déclaré le président du National Pork Producers Council, Ken Maschhoff, un producteur porcin de Carlyle, dans l'Illinois, come l'a publié *AgDaily*.

La carte maîtresse du secteur ?

Le secteur aura prochainement l'opportunité de présenter ses arguments en faveur de l'Aléna. Le 27 juin, le bureau du représentant au commerce des États-Unis organisera une audition à Washington, D.C., pour recueillir les commentaires sur les objectifs de renégociation de l'Aléna.

À terme, la carte maîtresse du secteur américain de la viande, si l'on peut dire, dans le jeu d'accord commercial pourrait ne pas être la valeur et l'importance des exportations mais l'emploi, une des marottes du président des États-Unis. Selon le ministère américain de l'Agriculture, «chaque milliard de dollars des exportations agricoles américaines en 2015 a nécessité environ 8.000 emplois américains à tous les niveaux de l'économie,» a indiqué Barry Carpenter, président-directeur général du North American Meat Institute, en janvier.

«Les exportations agricoles en 2015 ont nécessité 1.067.000 emplois civils à temps plein, ce qui inclut 751.000 emplois dans le secteur non agricole. La viande bovine américaine consommée au Japon peut générer des emplois et des taxes servant à financer des écoles, des routes, et des services de police et de pompiers dans des villes telles que Garden City, dans le Kansas, et Schuyler, dans le Nebraska; des opportunités commerciales manquées à l'étranger peuvent être synonymes de pertes d'emplois aux États-Unis.»

Steve Bjerklie, collaborateur à la rédaction, magazine *Meat & Poultry*; correspondant à *The Economist*